



## Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale  
7 mars 2013  
Français  
Original: anglais

---

### Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

#### Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire

#### Évaluation de la mise en œuvre au moyen des indicateurs de résultats adoptés à titre provisoire

**Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports  
des pays parties touchés et des pays développés parties, des entités  
sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies,  
des organisations intergouvernementales et du Fonds  
pour l'environnement mondial, ainsi que des informations  
émanant du secrétariat et du Mécanisme mondial,  
au sujet de l'objectif opérationnel 2 de la Stratégie**

### **Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que des informations émanant du secrétariat et du Mécanisme mondial, au sujet de l'objectif opérationnel 2 de la Stratégie**

#### Note du secrétariat

##### *Résumé*

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et d'autres entités concernées au sujet de l'objectif opérationnel 2 de la Stratégie: cadre d'action. Il actualise les données relatives aux trois indicateurs de résultats pertinents selon des perspectives mondiale, régionale et sous-régionale et dégage les tendances qui peuvent se dessiner concernant les cibles fixées pour ces indicateurs.

Dans le document sont également formulées, à l'intention du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, certaines recommandations au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les mesures visant à atteindre l'objectif en question.

Des considérations relatives au processus de communication d'informations, notamment les moyens qui permettraient éventuellement d'affiner l'ensemble d'indicateurs de résultats et les méthodes correspondantes, sont présentées dans le document ICCD/CRIC(11)/15 qui enrichit le processus itératif.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-5 des résultats 2.1, 2.2 et 2.3.....	4–29	3
A. Analyse au plan mondial.....	4–11	3
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	12–29	5
III. Indicateur de résultats CONS-O-6 du résultat 2.4.....	30–41	7
A. Pays développés parties.....	31–37	8
B. Fonds pour l’environnement mondial.....	38–41	9
IV. Indicateur de résultats CONS-O-7 du résultat 2.5.....	42–89	10
A. Analyse au plan mondial.....	42–50	10
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	51–73	12
C. Pays développés parties.....	74–78	15
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	79–82	16
E. Mécanisme mondial.....	83–86	17
F. Secrétariat.....	87–89	18
V. Conclusions.....	90–95	18
VI. Recommandations.....	96	19
Annexe		
Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 2.....		21

## I. Introduction

1. Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 2 (OO 2) de la Stratégie: cadre d'action<sup>1</sup>.

2. Pour chacun des trois indicateurs de résultats correspondant à cet objectif opérationnel (voir les chapitres II, III et IV ci-après), une section consacrée à l'analyse au plan mondial décrit la situation par rapport à l'indicateur selon une perspective mondiale, en s'appuyant sur les informations communiquées par les entités concernées. Aucune information n'a été communiquée par des organismes des Nations Unies ou par des organisations intergouvernementales pour la période 2012-2013. Des informations plus détaillées sont présentées dans les sections consacrées à l'analyse aux plans sous-régional et régional pour les pays parties touchés ainsi que pour les pays développés parties, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Mécanisme mondial et le secrétariat, selon que de besoin. Une analyse supplémentaire a été effectuée en tenant compte des données soumises pour 2008-2009 et 2010-2011 afin de déterminer la tendance qui se dessine concernant les cibles mondiales à atteindre pour chacun de ces indicateurs.

3. Des conclusions générales sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 2 figurent en fin de document. Des recommandations ont été formulées aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention («le Comité») au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités en vue de réaliser les objectifs de la Stratégie. À l'aide d'un cadre axé sur les résultats, le Comité pourrait énoncer à l'intention des Parties, des institutions et organes subsidiaires de la Convention et des organisations compétentes des orientations concrètes permettant d'assurer le suivi de recommandations ciblées à adresser à la Conférence des Parties pour qu'elle les examine.

## II. Indicateur de résultats CONS-O-5 des résultats 2.1, 2.2 et 2.3

Nombre de pays parties touchés et d'entités sous-régionales et régionales qui auront achevé l'élaboration/la révision de leur programme d'action national (PAN)/programme d'action sous-régional (PASR)/programme d'action régional (PAR) aligné sur la Stratégie, compte tenu des informations biophysiques et socioéconomiques, des plans et politiques nationaux et de l'incorporation de ces plans dans les cadres d'investissement.

### A. Analyse au plan mondial

#### 1. Nombre de pays qui ont achevé l'élaboration/la révision de leur PAN aligné sur la Stratégie, compte tenu des informations biophysiques et socioéconomiques, des plans et politiques nationaux et de l'incorporation de ces plans dans les cadres d'investissement (voir l'annexe, tableau 1)

4. Trois pays parties touchés (1 d'Afrique, 1 d'Asie et 1 d'Amérique latine et des Caraïbes) ont indiqué qu'ils avaient aligné leur PAN sur la Stratégie au cours de la période considérée et deux pays (1 d'Asie et 1 d'Europe centrale et orientale) ont indiqué avoir élaboré un PAN au cours de cette période. Cela représente 8 % des pays parties touchés qui

<sup>1</sup> Voir la décision 3/COP.8, figurant dans le document ICCD/COP(8)/16/Add.1.

ont répondu à cette question et qui ne disposaient pas encore d'un PAN aligné (60 pays). Trois pays ont rendu compte de l'alignement de leur PAN, mais sans indiquer de date ou en donnant une date antérieure à l'adoption de la Stratégie, c'est-à-dire une date erronée. Force est de constater que, même si ces incertitudes sont levées, très peu de pays parties touchés avaient aligné leur PAN sur la Stratégie durant la période considérée.

5. Au total, 48 pays ont des PAN non alignés et sept n'ont pas encore adopté le leur. Cela signifie que plus de 10 % des pays parties touchés ayant communiqué des informations sont dépourvus de PAN.

6. Les cinq pays qui ont élaboré un PAN ou l'ont aligné sur la Stratégie au cours de la période considérée ont été invités à décrire les caractéristiques de leur programme d'action. Quatre d'entre eux ont répondu à ces questions. Tous les quatre ont indiqué avoir inclus dans leur PAN aligné des informations biophysiques et socioéconomiques de référence et une évaluation des facteurs déterminants de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse. Deux d'entre eux ont évalué les obstacles à la gestion durable des terres et formulé des recommandations visant à y remédier. Un pays seulement a incorporé son PAN aligné dans un cadre d'investissement intégré. Les quatre pays ont intégré leur PAN aligné dans leurs plans de développement et dans leurs plans et politiques sectoriels et d'investissement pertinents. Dans trois pays, le PAN aligné a été pris en compte dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Trois pays ont appliqué les principes directeurs pour l'alignement des programmes d'action sur la Stratégie figurant dans le document ICCD/COP(9)/2/Add.1.

## 2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, 80 % au moins des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales auront formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie.

7. Si les réponses reçues pour 2008-2009 et 2010-2011 sont considérées dans leur ensemble<sup>2</sup> afin d'évaluer le degré actuel de réalisation de l'objectif, 11 pays touchés avaient un PAN aligné à la fin de 2011<sup>3</sup>. Il est clair que l'objectif est très loin d'être atteint. Actuellement, 168 Parties à la Convention sont touchées; pour que l'objectif de 80 % soit atteint, il faudrait que 135 pays aient un PAN aligné d'ici à 2014. Un tel objectif reste très lointain, même si l'on suppose que, parmi les 51 pays n'ayant pas présenté un rapport national depuis 2008, il se peut que certains aient un PAN aligné<sup>4</sup>. Bien que, dans leur majorité, les pays aient annoncé qu'ils entendaient se doter d'un PAN dans les deux exercices biennaux à venir<sup>5</sup>, force est de constater que le processus d'alignement représentera un grand défi pour les pays parties touchés, ainsi que pour les institutions de la Convention qui sont censées leur apporter une aide en la matière.

<sup>2</sup> Au total, 111 pays touchés ont présenté leur rapport national pour 2008-2009 et 71 pays touchés leur rapport national pour 2010-2011, et 117 pays touchés ont répondu à cette question au moins une fois pour les deux exercices biennaux.

<sup>3</sup> Les pays qui ont fait état d'un PAN aligné mais n'ont pas fourni la date de son alignement ou de son élaboration (si elle était postérieure à 2008) et ceux qui ont signalé une date d'alignement antérieure à 2008 n'ont pas été pris en considération aux fins de ce calcul.

<sup>4</sup> Voir le document ICCD/CRIC(11)/6.

<sup>5</sup> En 2012, quelque 90 pays ont sollicité l'aide financière du FEM pour des activités d'appui afin d'établir des rapports et d'élaborer ou d'aligner leur PAN.

### 3. Évaluation qualitative (voir l'annexe, tableau 2 et fig. 1 et 2)

Avez-vous bénéficié d'une aide externe lors de la formulation et de l'alignement du PAN? Dans l'affirmative, des institutions vous ont-elles accordé une assistance (secrétariat, Mécanisme mondial, FEM, institutions multilatérales telles que des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des institutions internationales de financement, etc.)? De quel type d'assistance avez-vous bénéficié en l'occurrence (appui technique, soutien financier, renforcement des capacités)?

8. Bien que cinq pays seulement aient élaboré ou aligné leur PAN dans la période considérée, bon nombre de pays (51) ont répondu aux questions relatives à l'aide reçue pour l'élaboration ou l'alignement du PAN. À cela, il y a deux explications possibles: i) soit que les pays n'aient pas encore achevé l'élaboration ou l'alignement de leur PAN mais tiennent néanmoins à indiquer l'aide dont ils bénéficient déjà; ii) soit qu'ils aient communiqué des informations sur l'aide reçue pour l'élaboration de leur PAN avant 2008 ou l'élaboration/l'alignement en 2012, autrement dit avant ou après la période considérée. Étant donné l'impossibilité de trancher entre ces deux explications et vu que l'analyse des informations reçues donne des résultats intéressants, une évaluation est néanmoins présentée ici en dépit de cette ambiguïté.

9. Sur les 51 Parties ayant répondu à cette question, 67 % ont indiqué qu'elles avaient bénéficié d'une aide pour l'élaboration et/ou l'alignement de leur PAN et 33 % que ce n'était pas le cas.

10. Les institutions ayant dispensé une aide pour l'élaboration ou l'alignement des PAN varient suivant les cas. Le FEM a apporté son concours à deux tiers environ des pays ayant bénéficié d'une assistance, tandis que le secrétariat, le Mécanisme mondial et les institutions multilatérales en ont aidé un peu moins de la moitié. Il est intéressant de noter qu'un pays seulement a signalé avoir reçu une assistance bilatérale à cet égard.

11. Près de 90 % des pays bénéficiaires ont reçu une assistance financière et les deux tiers un appui technique. Environ un tiers des pays a bénéficié d'une aide au renforcement des capacités.

## B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

### 1. Nombre de pays ayant achevé l'élaboration/la révision de leur PAN aligné sur la Stratégie, compte tenu des informations biophysiques et socioéconomiques, des plans et politiques nationaux et de l'incorporation de ces plans dans les cadres d'investissement

#### a) Afrique (voir l'annexe, tableau 3)

12. En Afrique, quatre des 25 pays ayant clairement répondu à cette question n'ont pas encore adopté de PAN (2 en Afrique centrale et 2 en Afrique de l'Ouest). En tout, 20 pays ont indiqué s'être dotés d'un PAN sans l'avoir aligné sur la Stratégie. Un pays a aligné son PAN au cours de la période considérée. Deux pays qui ont répondu par l'affirmative à la question de savoir s'ils avaient procédé à l'alignement/l'élaboration ont fourni des renseignements supplémentaires contradictoires sur le processus d'alignement.

b) *Asie (voir l'annexe, tableau 4)*

13. Tous les pays parties touchés ayant répondu à cette question, sauf un, se sont dotés d'un PAN. Seize pays ont précisé que celui-ci n'était pas aligné sur la Stratégie. Un pays a procédé à l'alignement de son PAN au cours de la période considérée et un autre l'a élaboré durant cette période. Un pays a indiqué avoir un PAN aligné, mais a omis de préciser la date de l'alignement.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableau 5)*

14. Neuf pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont signalé avoir un PAN qui n'est pas aligné sur la Stratégie. Aucun pays n'est dépourvu de PAN. Un pays a aligné son PAN au cours de la période considérée.

d) *Méditerranée septentrionale (voir l'annexe, tableau 6)*

15. Deux pays de Méditerranée septentrionale ont adopté leur PAN avant l'introduction de la Stratégie, mais ne l'ont pas aligné sur celle-ci. Un pays n'a pas encore adopté de PAN.

e) *Europe centrale et orientale (voir l'annexe, tableau 7)*

16. Un pays d'Europe centrale et orientale s'est doté d'un PAN avant l'adoption de la Stratégie, mais ne l'a pas aligné. Un pays est dépourvu de PAN. Un autre pays a élaboré son PAN au cours de la période considérée.

**2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif**

D'ici à 2014, 80 % au moins des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales auront formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie.

a) *Afrique*

17. Trois pays africains avaient un PAN aligné à la fin de 2011 (2 en Afrique centrale et 1 en Afrique du Nord).

b) *Asie*

18. À la fin de 2011, trois pays d'Asie avaient un PAN aligné (1 en Asie de l'Est, 1 en Asie du Sud et 1 en Asie du Sud-Est).

c) *Amérique latine et Caraïbes*

19. Deux pays des Caraïbes et un pays andin s'étaient dotés d'un PAN aligné à la fin de 2011, ce qui signifie que trois pays de la région peuvent être pris en compte au regard de l'objectif.

d) *Méditerranée septentrionale*

20. Aucun des pays de Méditerranée septentrionale n'avait un PAN aligné à la fin de 2011.

e) *Europe centrale et orientale*

21. À la fin de 2011, deux pays d'Europe centrale et orientale avaient un PAN aligné.

### 3. Évaluation qualitative

Avez-vous bénéficié d'une aide externe lors de la formulation et de l'alignement du PAN? Dans l'affirmative, des institutions vous ont-elles accordé une assistance (secrétariat, Mécanisme mondial, FEM, institutions bilatérales ou multilatérales telles que des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des institutions internationales de financement, etc.)? De quel type d'assistance avez-vous bénéficié en l'occurrence (appui technique, soutien financier ou renforcement des capacités)?

a) *Afrique (voir l'annexe, tableau 8 et fig. 3 et 4)*

22. En Afrique, 17 pays ont bénéficié d'une aide externe pour l'élaboration et/ou l'alignement de leur PAN. Trois pays ont indiqué n'avoir reçu aucune aide.

23. Les institutions multilatérales et le Mécanisme mondial sont les entités ayant apporté une aide – essentiellement financière – qui sont les plus fréquemment mentionnées.

b) *Asie (voir l'annexe, tableau 9 et fig. 5 et 6)*

24. Plus de la moitié des pays parties d'Asie ayant répondu à cette question ont indiqué n'avoir bénéficié d'aucune aide externe pour élaborer leur PAN ou l'aligner sur la Stratégie.

25. C'est le FEM qui a été le plus actif dans la fourniture d'une aide, essentiellement d'ordre financier.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableau 10 et fig. 7 et 8)*

26. Les neuf pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant répondu à cette question ont indiqué avoir bénéficié d'une aide pour élaborer et/ou aligner leur PAN.

27. C'est le secrétariat qui a apporté la majeure partie de cette aide, essentiellement d'ordre technique.

d) *Méditerranée septentrionale*

28. Aucun des pays de cette région n'a indiqué avoir bénéficié d'une aide externe pour l'élaboration et/ou l'alignement du PAN, ce qui peut signifier que les activités visées ont été financées par leurs propres ressources.

e) *Europe centrale et orientale*

29. Un pays d'Europe centrale et orientale a signalé avoir reçu une aide financière du FEM pour l'élaboration/l'alignement de son PAN.

### III. Indicateur de résultats CONS-O-6 du résultat 2.4

Nombre d'accords de partenariat conclus dans le cadre de la Convention entre des pays développés parties/des organismes des Nations Unies/d'autres organisations intergouvernementales et les pays parties touchés.

30. Il a été demandé uniquement aux pays développés parties, aux organismes des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales, dont le FEM, de communiquer des informations sur cet indicateur de résultats. Vu qu'aucun organisme des Nations Unies ou organisation intergouvernementale, à l'exception du FEM, n'a présenté un rapport dans

le cadre du présent processus de notification et d'examen, l'analyse au plan mondial de l'indicateur considéré est fondée sur les réponses fournies par les pays développés parties et le FEM.

## A. Pays développés parties

### 1. Nombre d'accords de partenariat conclus entre les pays développés parties et les pays parties touchés (voir l'annexe, tableau 11)

31. Sur les neuf pays développés parties, huit ont répondu à cette question et trois ont indiqué qu'ils n'avaient pas conclu d'accord de partenariat. Les chiffres sont donc calculés à partir des réponses apportées par cinq pays développés parties seulement.

32. En tout, on comptait 46 accords de partenariat conclus dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (la Convention) en 2010 et 44 en 2011, avec 24 pays, quatre sous-régions et deux régions. Les accords relatifs à des cadres d'investissement intégrés s'inscrivant dans des stratégies de financement intégrées autres que la Stratégie de financement intégrée (SFI) conçue par le Mécanisme mondial sont les plus fréquents (36 accords de ce type pour chaque année). Il y a eu un seul accord s'inscrivant dans la SFI conçue par le Mécanisme mondial en 2010 et aucun en 2011.

33. Il a aussi été demandé aux pays développés s'ils avaient conclu des accords de partenariat dans un cadre autre que celui de la Convention. Ils ont signalé 56 accords de ce type en 2010 et 36 en 2011. Au total, 52 pays ont été cités parmi les bénéficiaires de cette forme d'appui, dont deux ont bénéficié de l'assistance de deux pays développés et un de l'assistance de trois pays développés. Dans deux cas, l'appui a été accordé au niveau mondial.

### 2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins deux accords de partenariat ressortissant à la Convention seront en vigueur dans chaque pays partie touché.

34. L'objectif lié à cet indicateur de résultats s'applique aux pays parties touchés. Cependant, les calculs correspondants ont été effectués à partir des informations communiquées par les pays développés parties, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, dont le FEM. Le taux de réponse de ces entités étant faible, l'évaluation de la réalisation de cet objectif est manifestement très partielle.

35. Si les réponses pour 2008-2009 et 2010-2011 du FEM et des 13 pays ayant répondu à cette question au moins une fois pour les deux exercices biennaux sont considérées dans leur ensemble<sup>6</sup>, il apparaît que 52 pays, quatre sous régions et trois régions ont été cités au moins une fois parmi les bénéficiaires d'un accord de partenariat avec des pays développés ou le FEM. Quatorze pays avaient un accord de partenariat avec deux pays développés ou le FEM et deux d'entre eux avec trois pays développés ou le FEM. Si les réponses pour 2008-2009 et 2010-2011 des cinq pays ayant répondu à cette question pour les deux exercices biennaux sont considérées dans leur ensemble<sup>7</sup>, il en ressort que sept pays et une

<sup>6</sup> Quatorze pays développés et le FEM ont présenté leur rapport pour 2008-2009, neuf pays développés et le FEM l'ont fait pour 2010-2011 et 17 pays développés et le FEM ont présenté leur rapport au moins une fois pour les deux exercices biennaux. En tout, 11 pays développés ont répondu à cette question pour 2008-2009, cinq pays développés et le FEM l'ont fait pour 2010-2011, et 13 pays et le FEM l'ont fait au moins une fois pour les deux exercices biennaux.

<sup>7</sup> Six pays développés ont fourni des informations pour les deux exercices biennaux et cinq d'entre eux ont répondu à cette question dans l'un et l'autre cas.



région seulement avaient un accord de partenariat en vigueur au cours des deux périodes considérées. Aucun n'avait un accord de partenariat avec plus d'un pays ou organisme. Cela signifie qu'il faut se montrer très prudent si l'on retient ces chiffres pour calculer le degré de réalisation de l'objectif à la fin de 2011, car il est difficile de déterminer si les accords de partenariat qui existaient en 2008-2009 étaient encore appliqués à la fin de 2011.

36. Mathématiquement, sachant qu'il y a 168 pays parties touchés, il faudrait compter au moins 336 accords de partenariat d'ici à 2014. Même en supposant que tous les accords de partenariat existant en 2008-2009 mais non mentionnés en 2010-2011 soient encore en vigueur, il est évident que, dans la mesure où 52 pays (et quatre sous-régions et trois régions) avaient un accord à la fin de 2011, l'objectif est loin d'être atteint. Quatre pays développés parties seulement ayant fait part de leur intention de conclure ce type d'accord dans les deux exercices biennaux à venir, il est désormais évident que la réalisation de l'objectif posera des problèmes si l'on se fonde sur les données actuelles. Cependant, l'objectif étant calculé de manière indirecte, la réalité pourrait être fort différente.

### 3. Évaluation qualitative (voir l'annexe, tableau 12)

La conclusion des accords de partenariat a-t-elle été facilitée par des institutions ou organismes relevant de la Convention et, dans l'affirmative, par quelle entité (secrétariat, Mécanisme mondial, FEM, autre)?

37. Sur les cinq accords de partenariat mis en place durant l'exercice biennal, deux ont été facilités par des institutions relevant de la Convention et les trois autres ne l'ont pas été. Deux ont été facilités par le secrétariat, un par le Mécanisme mondial et un par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

## B. Fonds pour l'environnement mondial

### 1. Nombre d'accords de partenariat conclus dans le cadre de la Convention entre le FEM et/ou ses agents de réalisation et les pays parties touchés

38. Le FEM a indiqué que lui-même et/ou ses agents de réalisation comptaient deux accords de partenariat avec des pays parties touchés tant en 2010 qu'en 2011, mais qu'ils n'étaient pas liés aux cadres d'investissement intégrés. Ces accords concernaient 21 pays (13 en Afrique et 8 en Asie).

39. Le FEM a également indiqué qu'un accord de partenariat entre lui-même et/ou ses agents de réalisation et des pays parties touchés avait été conclu dans un cadre autre que la Convention en 2011 et 2012. Cet accord concernait l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que l'Afrique en tant que région.

### 2. Contribution à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins deux accords de partenariat ressortissant à la Convention seront en vigueur dans chaque pays partie touché.

40. Le FEM a déclaré que lui-même et/ou ses agents de réalisation n'envisageaient pas de conclure un ou plusieurs accords de partenariat dans le cadre de la Convention avec un ou plusieurs pays parties touchés dans les années à venir.

### 3. Évaluation qualitative

La conclusion des accords de partenariat a-t-elle été facilitée par des institutions ou organismes relevant de la Convention et, dans l'affirmative, par quelle entité (secrétariat, Mécanisme mondial, FEM, autre)?

41. Selon le rapport du FEM, la conclusion de ses accords de partenariat a été facilitée par le secrétariat de la Convention, la Banque mondiale et le Fonds lui-même.

## IV. Indicateur de résultats CONS-O-7 du résultat 2.5

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies dans la planification et/ou à la programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre commune à tous les niveaux.

### A. Analyse au plan mondial

#### 1. Nombre de pays ayant engagé des initiatives de nature à favoriser les synergies dans la planification et/ou la programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou de mécanismes de mise en œuvre commune (voir l'annexe, tableau 13)

42. Sur 65 pays touchés ayant répondu à la question, 44 (68 %) ont engagé des initiatives de planification/programmation commune durant la période considérée et les 21 autres (32 %) ne l'ont pas fait. Sur 64 pays ayant répondu à la question, 43 (67 %) ont établi des mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune ou d'interaction dynamique durant la période considérée et 21 (33 %) ne l'ont pas fait. Si, au niveau mondial, les initiatives communes et les mécanismes opérationnels sont en nombre quasiment équivalents, le type de mécanisme synergique le plus utilisé varie légèrement d'une région à l'autre. Quatre pays ont indiqué que leurs initiatives de planification/programmation commune concernaient deux des trois conventions de Rio et deux pays ont fait savoir que leurs mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune ou d'interaction dynamique concernaient également deux de ces conventions.

43. Dans toutes les régions, les pays qui mettent en place des mécanismes synergiques sont plus nombreux que ceux qui ne le font pas, sauf dans le cas des initiatives de planification/programmation commune en Asie.

44. Les pays parties touchés ont adopté tous les types d'initiatives synergiques dans une mesure sensiblement équivalente, exception faite de la création d'un comité national de coordination pour la mise en œuvre des trois conventions de Rio. Seuls 18 pays ont indiqué avoir créé un tel comité. Dans un nombre non négligeable de cas, les pays ont fait savoir qu'ils avaient eu recours à d'autres initiatives que celles qui figurent dans le modèle de présentation des rapports.

45. Les pays développés ont fourni un appui à 36 initiatives de planification/programmation commune en 2010 et à 32 initiatives de ce type en 2011. En 2010, ils ont soutenu 22 mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune ou d'interaction dynamique et, en 2011, 20 mécanismes de ce type. Cet appui a été accordé à 33 pays touchés et à 4 sous-régions, en grande majorité en Afrique et en Asie.

46. Les institutions relevant de la Convention et le FEM ont aussi fourni un important appui aux pays parties touchés pour la mise en œuvre d'instruments propices aux synergies.

## 2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, chaque pays partie touché aura mis en place soit un plan national commun, soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels pour assurer une synergie entre les trois conventions de Rio.

47. Si les réponses pour 2008-2009 et 2010-2011 sont considérées dans leur ensemble<sup>8</sup> afin d'évaluer le degré actuel de réalisation de l'objectif, 82 pays (71 %) sur les 116 ayant répondu à la question au moins une fois pour les deux derniers exercices biennaux ayant mis en place soit un plan national commun soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels de nature à favoriser les synergies entre les trois conventions de Rio. Il n'y a aucun mécanisme synergique dans 19 pays (16 %) et 15 pays (13 %) ont fourni des réponses différentes en 2008-2009 et 2010-2011. En ce qui concerne les 15 réponses divergentes, les pays ont indiqué, dans 10 cas, être dépourvus de mécanisme synergique en 2008-2009 mais en ont fait état en 2010-2011, ce qui donne à penser qu'un mécanisme de ce type a été mis en place au cours de la dernière période considérée. Cependant, cinq pays ont signalé l'existence d'un mécanisme synergique en 2008-2009 mais n'en ont mentionné aucun en 2010-2011. Il serait intéressant de savoir pourquoi, dans ces cinq pays, les mécanismes en question ont disparu.

48. Compte tenu des 10 pays pourvus de nouveaux mécanismes synergiques, le nombre de pays contribuant à la réalisation de l'objectif s'établit à 92 (79 %) si le calcul est effectué à la fin de 2011. En l'occurrence, on part du principe que les 41 pays ayant signalé l'existence d'un mécanisme synergique en 2008-2009 mais n'en ayant pas fait état pour 2010-2011 ont encore un mécanisme de ce type en place et que les 11 pays n'ayant pas fait état de l'existence d'un mécanisme synergique en 2008-2009 et n'ayant pas communiqué d'informations pour 2010-2011 restent dépourvus de mécanisme de ce type. Étant donné le nombre de suppressions et de créations signalées dans d'autres pays comme indiqué ci-dessus (13 %), et vu que les pays qui ont fourni une réponse pour 2008-2009 mais n'ont pas communiqué d'informations pour 2010-2011 représentent 45 % de l'échantillon total, il y a une probabilité statistique que, dans 6 % des cas (7 pays), un mécanisme synergique ait été abandonné ou créé. Cela correspond à la marge d'erreur susceptible d'entacher l'exactitude de l'analyse des tendances, étant donné que le nombre de pays ayant communiqué des informations a été plus faible en 2010-2011 qu'en 2008-2009<sup>9</sup>.

49. À la fin de 2011, les pays parties touchés en étaient à 80 % environ de l'objectif. Si les plans sur lesquels les pays développés parties, le FEM, le Mécanisme mondial et le secrétariat ont communiqué des informations sont mis en œuvre, il devrait être possible de se rapprocher de l'objectif dans les trois années qui restent jusqu'à la date fixée pour sa réalisation.

<sup>8</sup> Au total, 111 pays touchés ont présenté leur rapport national pour 2008-2009 et 71 pays touchés leur rapport national pour 2010-2011, et 117 pays touchés ont répondu à cette question au moins une fois pour les deux exercices biennaux. Sur ce nombre, 110 pays ont répondu à la question pour 2008-2009 et 65 pays pour 2010-2011, et 116 pays y ont répondu au moins une fois pour les deux exercices biennaux.

<sup>9</sup> Le même type de raisonnement vaut également pour l'analyse effectuée au plan régional.

### 3. Évaluation qualitative (voir l'annexe, tableau 25)

L'établissement des processus synergiques pour la mise en œuvre conjointe des conventions de Rio au niveau national a-t-il été soutenu par les institutions de ces conventions et, dans l'affirmative, par les institutions de quelle convention?

50. Sur 64 pays touchés ayant répondu à cette question, 38 (60 %) ont indiqué avoir reçu un appui pour l'établissement de processus synergiques en vue de la mise en œuvre conjointe des conventions de Rio au niveau national de la part des institutions de ces conventions et 26 (40 %) ont répondu qu'ils n'avaient pas été soutenus. Les institutions les plus actives à cet égard ont été celles de la Convention sur la lutte contre la désertification qui ont soutenu 36 pays sur les 38 ayant bénéficié d'un appui.

## B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

### 1. Nombre de pays ayant lancé des initiatives de nature à favoriser les synergies dans la planification et/ou la programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ou de mécanismes de mise en œuvre commune

#### a) Afrique (voir l'annexe, tableaux 15 et 16)

51. Sur 26 pays d'Afrique ayant répondu à cette question, 20 (77 %) ont engagé des initiatives de planification et de programmation commune pour les trois conventions de Rio et 5 (19 %) ne l'ont pas fait. Un pays a indiqué que l'initiative en question ne concernait que deux des Conventions. Aucune sous-région n'est dépourvue d'une telle initiative et, dans toutes les sous-régions, le nombre de pays signalant des initiatives de ce type est supérieur au nombre de pays qui n'en ont pas.

52. Les mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune ou d'interaction dynamique étaient moins répandus que les initiatives de planification/programmation commune (17 contre 21 au niveau régional). C'est seulement en Afrique centrale que le nombre de pays sans dispositif de ce type était supérieur à celui des pays qui en ont adopté.

53. Aucun type d'initiative, que ce soit la planification/programmation commune ou les mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune ou d'interaction dynamique, ne prédomine clairement. De nombreux pays ont indiqué que leurs initiatives synergiques tenaient compte de la plupart ou de l'ensemble des types de dispositif concernés. Un nombre non négligeable de Parties a fait état d'autres types d'initiatives que celles qui sont énumérées dans le modèle.

#### b) Asie (voir l'annexe, tableaux 17 et 18)

54. Vingt pays d'Asie ont répondu à la question concernant les initiatives communes et 19 à celle concernant les mécanismes opérationnels. S'agissant des initiatives de planification/programmation commune pour les trois conventions de Rio, il y a plus de pays d'Asie sans initiative de ce type (11 pays, soit 55 %) que de pays (9, soit 45 %) qui en ont adopté. Au niveau sous-régional, c'est également le cas pour l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest.

55. Contrairement à la situation concernant les initiatives communes, un nombre plus élevé de Parties (63 %) a fait état d'un mécanisme opérationnel de mise en œuvre commune des conventions de Rio. Toutes les sous-régions avaient mis en place au moins une initiative de ce type et il n'y a qu'en Asie du Sud que le nombre de pays ne comptant d'initiative de ce type était supérieur au nombre de ceux qui en avaient adopté.

56. Dans l'ensemble, les pays ont eu recours dans une même mesure à tous les types de mécanismes opérationnels. Cependant, parmi les initiatives communes, l'identification des secteurs et politiques qui, au niveau national, pourraient bénéficier de synergies et d'une coopération a été nettement moins souvent mentionnée que d'autres types de mécanismes. Dans l'un et l'autre cas, les pays ont également mis en place d'autres types d'initiatives synergiques.

*c) Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableaux 19 et 20)*

57. Cinq des 11 pays parties d'Amérique latine et des Caraïbes ont engagé une initiative commune pour les trois conventions de Rio et 3 pays font état d'initiatives communes pour deux conventions: ce sont donc 8 pays de la région sur 11 (73 %) qui adhèrent à des initiatives communes visant à renforcer les synergies entre les conventions de Rio. Trois pays n'ont mentionné aucune initiative de ce type.

58. On dénombre relativement plus de mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune pour les trois conventions de Rio. La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont indiqué avoir mis en place ce type de mécanisme. Sur 11 pays, 7 (64 %) ont fait état de mécanismes de ce type pour les trois conventions de Rio et 2 (18 %) pour deux conventions seulement, les deux autres n'ayant aucun mécanisme opérationnel en place. Il n'y a pas de sous-région qui en soit dépourvue.

59. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont pas recouru de la même façon aux différents types d'initiatives. Un seul pays a fait état d'un comité national de coordination pour la mise en œuvre des trois conventions de Rio. Les pays de la région ont eu recours à bon nombre d'autres types d'initiatives synergiques que celles qui sont énumérées dans le modèle.

*d) Méditerranée septentrionale (voir l'annexe, tableaux 21 et 22)*

60. Trois pays ont mis en œuvre des initiatives communes et un ne l'a pas fait, tandis que trois pays ont recouru à des mécanismes opérationnels de mise en œuvre commune ou d'interaction dynamique et un ne l'a pas fait. Toutes ces initiatives propices aux synergies concernent les trois conventions de Rio.

61. Les types d'initiatives communes sont identiques et, en ce qui concerne les mécanismes opérationnels, aucun pays n'a fait état de l'existence d'un comité national de coordination pour la mise œuvre des trois conventions de Rio.

*e) Europe centrale et orientale (voir l'annexe, tableaux 23 et 24)*

62. Trois pays ont engagé des initiatives communes et un ne l'a pas fait, tandis que deux pays ont mis en place des mécanismes opérationnels et deux en sont dépourvus. Toutes ces initiatives propices aux synergies concernent les trois conventions de Rio.

63. Les types d'initiatives communes ne varient guère. Aucun pays n'a fait état de l'existence d'un comité national de coordination pour la mise en œuvre des trois conventions de Rio.

## **2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif**

D'ici à 2014, chaque pays partie touché aura mis en place soit un plan national commun, soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels pour assurer une synergie entre les trois conventions de Rio.

a) *Afrique*

64. Sur 41 pays d'Afrique ayant communiqué une fois au moins des informations sur l'existence de mécanismes synergiques en 2008-2009 ou 2010-2011, 28 (68 %) ont indiqué être pourvus d'un mécanisme de ce type et 6 (15 %) en être dépourvus. Un pays a signalé pour 2008-2009 un mécanisme de ce type, qui n'existait toutefois plus en 2010-2011. Six pays ont indiqué avoir introduit un tel mécanisme en 2010-2011. Le taux de réalisation de l'objectif est donc de l'ordre de 83 % pour l'Afrique.

b) *Asie*

65. Sur 32 pays ayant répondu au moins une fois à cette question, 20 (63 %) ont déclaré être pourvus d'un mécanisme synergique, 6 (19 %) ont déclaré qu'ils n'en avaient pas, 3 pays ont introduit ce type de mécanisme en 2010-2011 et 3 ont signalé que le mécanisme avait cessé d'exister. Cela signifie qu'à la fin de 2011 environ 72 % des pays d'Asie avaient au minimum un mécanisme synergique.

c) *Amérique latine et Caraïbes*

66. Sur 26 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant répondu au moins une fois à cette question, 23 (88 %) ont indiqué avoir un mécanisme synergique. Deux pays (8 %) ont indiqué ne pas avoir un mécanisme de ce type. Un pays a fait état en 2008-2009 de mécanismes qui avaient cessé d'exister en 2010-2011. Cela signifie que 88 % environ des pays de la région pouvaient être considérés comme étant pourvus d'un mécanisme propice aux synergies à la fin de 2011.

d) *Méditerranée septentrionale*

67. Quatre des 6 pays de Méditerranée septentrionale (66 %) ayant répondu à cette question au moins une fois disposent d'un mécanisme synergique et 2 (33 %) en sont dépourvus.

e) *Europe centrale et orientale*

68. Sur les 11 pays d'Europe centrale et orientale ayant répondu à cette question au moins une fois, 7 (64 %) sont dotés d'un mécanisme synergique. Trois pays (27 %) n'ont aucun système de ce type et un pays (10 %) a signalé que son mécanisme avait été mis en place en 2010-2011. Cela signifie que l'Europe centrale et orientale a atteint trois quarts de l'objectif.

**3. Évaluation qualitative**

L'établissement des processus synergiques pour la mise en œuvre conjointe des conventions de Rio au niveau national a-t-il été soutenu par les institutions de ces conventions et, dans l'affirmative, par les institutions de quelle convention?

a) *Afrique (voir l'annexe, tableau 26)*

69. Sur 25 pays d'Afrique ayant répondu à cette question, 17 (68 %) ont bénéficié d'un appui pour l'établissement de processus synergiques en vue de la mise en œuvre conjointe des conventions de Rio au niveau national de la part des institutions de ces conventions, et 8 (32%) n'en ont pas reçu. Tous les pays sauf un ayant bénéficié d'un appui l'ont reçu des institutions de la Convention sur la lutte contre la désertification. Les pays d'Afrique du Nord ont été les seuls à ne recevoir aucun appui.

b) *Asie (voir l'annexe, tableau 27)*

70. Onze pays d'Asie (55 % des 20 pays ayant répondu à cette question) ont reçu un appui et 9 (45 %) n'en ont pas bénéficié. Les institutions de la Convention sur la lutte contre la désertification ont été les plus actives dans l'octroi d'un appui de ce type. Aucun pays d'Asie du Sud n'a bénéficié d'un soutien.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableau 28)*

71. Huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes (72 %) ont bénéficié d'un appui, ce qui n'a pas été le cas de trois autres pays de la région (28 %). Tous les pays ayant bénéficié d'un appui l'ont reçu d'institutions de la Convention sur la lutte contre la désertification.

d) *Méditerranée septentrionale (voir l'annexe, tableau 29)*

72. Un pays de Méditerranée septentrionale a reçu un appui pour mettre en place des processus synergiques de mise en œuvre conjointe des conventions de Rio au niveau national de la part d'institutions de ces conventions, ce qui n'a pas été le cas de trois autres pays ayant communiqué des informations.

e) *Europe centrale et orientale (voir l'annexe, tableau 30)*

73. Un pays d'Europe centrale et orientale a bénéficié d'un appui pour mettre en place des processus synergiques de mise en œuvre commune des conventions de Rio au niveau national de la part des institutions relevant de ces conventions, ce qui n'a pas été le cas de trois autres pays ayant répondu à cette question.

## C. Pays développés parties

### 1. Nombre d'instruments de facilitation mis en place aux plans national, régional et mondial avec l'appui technique et/ou financier de pays développés parties (voir l'annexe, tableaux 31 à 33)

74. Sur neuf pays développés parties ayant présenté des rapports, sept pays ont répondu à cette question et deux autres ne l'ont pas fait. Un pays a indiqué qu'il ne soutenait la mise en place d'aucun instrument synergique par des pays parties touchés. Les six pays restants ont fait savoir qu'ils avaient fourni un appui à 36 initiatives de planification/programmation commune en 2010 et à 32 initiatives de ce type en 2011. En 2010, ils ont soutenu 22 mécanismes opérationnels de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique et, en 2011, 20 mécanismes de ce type.

75. Sur les 33 pays touchés et les quatre sous-régions auxquels les pays développés parties ont indiqué avoir apporté un appui technique et/ou financier pour la mise en place d'instruments propices aux synergies, 17 pays et les quatre sous-régions se trouvent en Afrique, 11 pays en Asie, trois en Amérique latine et dans les Caraïbes et deux en Europe centrale et orientale. Trois pays d'Afrique et trois pays d'Asie ont reçu l'appui de deux pays développés. Deux pays ont indiqué avoir fourni un appui à l'échelle mondiale.

76. Le renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes a été le type d'activité synergique le plus soutenu, devant l'examen des politiques et plans nationaux existants en vue d'intensifier la coopération. La création d'un comité national de coordination pour la mise en œuvre des trois conventions de Rio a été le seul type d'activité qui n'a reçu aucun appui de la part des pays développés. Dans trois cas, l'appui a été fourni au titre de la Convention sur la lutte contre la désertification, dans trois autres au titre de la Convention-cadre sur les changements climatiques et dans un cas au titre de la Convention sur la diversité biologique. Dans quatre cas, l'appui était de nature tant technique que financière et dans deux cas d'ordre essentiellement technique.

77. Il a aussi été demandé aux pays développés s'ils mettaient en place des instruments propices aux synergies dans leur propre pays. Cinq pays ont indiqué avoir engagé des initiatives de planification/programmation commune pour les trois conventions de Rio et trois autres ont indiqué qu'ils ne l'avaient pas fait. Trois pays ont fait état de mécanismes opérationnels de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique des trois conventions de Rio au niveau national et quatre autres ont indiqué que de tels mécanismes n'existaient pas. Le renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes a été l'activité nationale la plus répandue, suivie de l'examen des politiques et des plans nationaux existants en vue d'intensifier la coopération.

## 2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, chaque pays touché aura mis en place soit un plan national commun, soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels pour assurer une synergie entre les trois conventions de Rio.

78. Il a été demandé aux pays développés parties s'ils envisageaient d'apporter un appui à un ou plusieurs pays parties touchés et/ou aux sous-régions/régions pour l'établissement d'instruments propices aux synergies. Huit pays développés ont répondu à cette question. Un pays a déclaré qu'il ne prévoyait pas de fournir un appui de ce type. Sept autres pays ont indiqué qu'ils fourniraient un appui à 3 régions (Afrique, Méditerranée septentrionale et Europe centrale et orientale), à une sous-région (Afrique australe), à 8 pays d'Afrique, à 4 pays d'Asie et à un pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans deux cas, l'appui serait accordé à l'échelle mondiale.

## D. Fonds pour l'environnement mondial

### 1. Nombre d'instruments synergiques mis en place dans les pays parties touchés avec l'appui technique et/ou financier du FEM

79. Le FEM a indiqué qu'il n'avait soutenu aucune activité de planification/programmation commune dans les pays parties touchés en 2010 et que, en 2011, il avait soutenu 21 initiatives de ce type en Afrique, 9 en Asie, 7 en Amérique latine et dans les Caraïbes et une en Europe centrale et orientale. En 2010, le FEM a soutenu 5 mécanismes opérationnels de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique en Afrique, 3 en Asie, 3 en Amérique latine et dans les Caraïbes, un en Méditerranée septentrionale et 2 en Europe centrale et orientale. En 2011, il a apporté son concours à 5 mécanismes de ce type en Afrique, 4 en Asie, 3 en Amérique centrale et dans les Caraïbes, un en Méditerranée septentrionale et un en Europe centrale et orientale. Tant en 2010 qu'en 2011, le FEM a également soutenu un mécanisme opérationnel mondial de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique.

80. Les initiatives de planification/programmation commune ayant bénéficié d'un soutien ont été les suivantes: i) évaluation des plans nationaux et identification des lacunes en matière de synergies; ii) renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes; et iii) consultations au niveau national visant à déterminer les investissements prioritaires du FEM en fonction des ressources devant être allouées au moyen du Système transparent d'allocation des ressources (STAR). Deux types de mécanisme opérationnel de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique ont reçu l'appui du FEM: l'organisation de réunions périodiques entre les instances de coordination et les parties prenantes; et l'organisation de réunions élargies des parties prenantes visant à mettre au point et examiner les politiques et les pratiques du FEM. Cet appui, tant technique que financier, a été accordé au titre d'accords de partenariat ou d'initiatives ayant trait à la Convention sur la lutte contre la désertification, de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Les 5 régions, 14 sous-régions et 11 pays en ont bénéficié.



81. Le FEM a également fait état d'instruments en place au sein de l'organisation qui favorisent les synergies entre les trois conventions de Rio.

## 2. Contribution à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, chaque pays partie touché aura mis en place soit un plan national commun, soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels pour assurer une synergie entre les trois conventions de Rio.

82. Le FEM a déclaré qu'il entendait fournir un appui aux 5 régions, à 8 sous-régions et à 11 pays différents en vue de la mise en place d'instruments synergiques en 2012-2013.

## E. Mécanisme mondial

### 1. Nombre d'instruments synergiques mis en place aux plans national, régional et mondial avec l'appui technique et/ou financier du Mécanisme mondial

83. Le Mécanisme mondial a indiqué qu'il n'avait pas soutenu d'initiatives nationales de planification/programmation commune en 2010 et 2011, mais qu'il avait apporté un appui à deux initiatives au niveau (sous)régional et à une initiative au niveau mondial. En 2010, il a soutenu 3 mécanismes opérationnels de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique au niveau national, 5 au niveau (sous)régional et 5 au niveau mondial et, en 2011, 3 mécanismes de ce type au niveau national, 5 au niveau (sous)régional et 6 au niveau mondial. L'appui fourni a revêtu différentes formes: identification des secteurs et politiques susceptibles de tirer des avantages des synergies et de la collaboration; identification de possibilités de financement dans les domaines des changements climatiques, de la diversité biologique et des forêts; appui technique aux pays et aux sous-régions en matière de stratégies relatives aux changements climatiques (adaptation, échanges de droits d'émission de carbone et services écologiques, notamment); et prise en compte de la gestion durable des terres dans les stratégies d'investissement.

84. L'appui du Mécanisme mondial a été fourni dans le cadre de la Convention sur la lutte contre la désertification ainsi que d'autres organisations: TerrAfrica, Initiative d'aménagement du territoire des pays d'Asie centrale (CACILM), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), Partenariat de collaboration sur les forêts et Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural, Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), Convention sur la diversité biologique, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Groupe de la gestion de l'environnement. Cet appui a été d'ordre tant technique que financier.

85. Quatre régions, sept sous-régions et 31 pays ont été les bénéficiaires de l'appui fourni par le Mécanisme mondial. Celui-ci a également été accordé au niveau mondial.

## 2. Contribution à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, chaque pays partie touché aura mis en place soit un plan national commun, soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels pour assurer une synergie entre les trois conventions de Rio.

86. Le Mécanisme mondial a fait part de son intention de fournir un appui à la mise en place d'instruments synergiques en 2012-2013 au niveau mondial.

## F. Secrétariat

### 1. Nombre d'instruments synergiques mis en place aux plans national, (sous)régional et mondial avec l'appui technique et/ou financier du secrétariat

87. Le secrétariat a indiqué qu'il n'avait pas soutenu d'initiatives de planification/programmation commune au niveau national en 2010, mais qu'il avait apporté un appui à une initiative ou à un plan d'action commun au niveau (sous)régional et à une initiative au niveau mondial. En 2011, il n'a apporté son concours à aucune initiative nationale de planification/programmation commune, mais a soutenu trois initiatives ou plans d'action communs au niveau (sous)régional et à cinq initiatives au niveau mondial. Que ce soit en 2010 ou en 2011, le secrétariat n'a soutenu aucune initiative et aucun plan d'action commun aux plans national et (sous)régional, mais il a apporté son appui à quatre mécanismes opérationnels mondiaux de mise en œuvre conjointe ou d'interaction dynamique. L'appui fourni revêtait différentes formes: identification des secteurs et politiques susceptibles de tirer des avantages des synergies et de la collaboration; examen des politiques et plans existants en vue d'intensifier la coopération; mise en place d'une collaboration pour tirer parti des synergies dans la présentation de rapports au titre des conventions de Rio; et coordination au niveau mondial pour renforcer les synergies entre les conventions de Rio en vue d'une harmonisation dans la prise en compte de la problématique hommes-femmes et des questions liées à la terre.

88. Cet appui a été fourni dans le cadre du Groupe mixte de liaison, du projet PNUE/FEM relatif à la présentation intégrée de rapports au titre des conventions de Rio (FNR\_Rio) et du Groupe de la gestion de l'environnement. Il a été principalement d'ordre technique, ou a consisté à faciliter des initiatives. L'appui a été accordé au niveau mondial et à deux régions.

### 2. Contribution à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, chaque pays partie touché aura mis en place soit un plan national commun, soit un ou plusieurs mécanismes fonctionnels pour assurer une synergie entre les trois conventions de Rio.

89. Le secrétariat a fait savoir qu'il entendait fournir un appui à la mise en place d'instruments propices aux synergies en 2012-2013 au niveau mondial.

## V. Conclusions

90. **Ainsi qu'il ressort des informations qu'ils ont communiquées, les pays touchés ne progressent que lentement dans l'alignement de leur PAN sur la Stratégie. Onze pays seulement avaient un PAN aligné à la fin de 2011. L'objectif consistant à aligner le PAN sur la Stratégie dans 80 % des pays touchés d'ici à 2014 sera donc très difficile à atteindre, tant pour ces pays que pour les institutions qui les soutiennent, car il faudrait que 120 pays environ élaborent ou alignent leur PAN en trois ans.**

91. Dans un tiers des cas, les pays ont indiqué qu'ils n'avaient reçu aucun appui aux fins de ce processus au cours de l'exercice biennal 2010-2011. Il se peut que la situation évolue dans le prochain exercice à la suite de la décision prise par le FEM de prévoir des ressources financières pour l'alignement des PAN dans le cadre des activités d'appui. Il est à noter qu'un pays seulement a indiqué avoir reçu une assistance bilatérale pour l'élaboration/l'alignement de son PAN.

92. Douze ans après l'adoption de la Déclaration de Bonn (décision 8/COP.4), qui invitait les pays en développement touchés à achever leur PAN avant la fin de 2005, sept pays n'avaient toujours pas mis ce dispositif en place à la fin de 2011, ce qui ne laisse pas d'être préoccupant.

93. Les pays développés parties ont fait état d'accords de partenariat conclus dans le cadre de la Convention sur la lutte contre la désertification avec 52 pays parties touchés, quatre sous-régions et trois régions au cours des deux dernières périodes considérées. Certains pays développés n'ont conclu aucun accord de partenariat de ce type et quatre seulement ont fait part de leur intention de mettre en place de tels accords au cours des deux exercices biennaux à venir. Il est aussi à noter que moins de la moitié des pays parties touchés ayant des accords de partenariat en 2010-2011 les avaient conclus dans le cadre de la Convention sur la lutte contre la désertification.

94. De tels chiffres ont néanmoins une portée limitée en raison du faible nombre de rapports reçus des pays développés parties et des organisations intergouvernementales. Un taux de réponse plus élevé de la part de ces entités permettrait incontestablement de mieux cerner la situation et d'améliorer la fiabilité des données concernant les accords de partenariat.

95. Sur 116 pays parties touchés, 92 ont signalé l'existence de mécanismes propices aux synergies au cours des deux dernières périodes de notification. Cela signifie que, si l'on s'en tient aux chiffres disponibles à la fin de 2011, l'objectif a été atteint à 80 % environ. En tout, 60 % des pays ont bénéficié d'un appui en faveur d'initiatives synergiques. Sans une prolongation de cet appui, il est peu probable que l'objectif consistant à mettre en place au moins une initiative synergique d'ici à 2014 dans tous les pays parties touchés sera atteint.

## VI. Recommandations

96. Les Parties présentes à la onzième session du Comité voudront peut-être prendre en considération les recommandations préliminaires ci-après en vue d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision à soumettre à la Conférence des Parties à sa onzième session, pour examen:

a) Il est instamment demandé aux pays parties touchés de redoubler d'efforts pour élaborer leur PAN ou l'aligner sur la Stratégie afin d'atteindre l'objectif prévoyant que tous les pays touchés se dotent d'un tel programme d'ici à 2014;

b) Les pays parties touchés sont en outre instamment invités à utiliser les ressources financières allouées par le FEM aux activités d'appui pour élaborer ou aligner leur PAN et à informer les institutions de la Convention de l'appui dont ils pourraient avoir besoin à cet égard;

c) Il est demandé aux institutions de la Convention de déployer des efforts supplémentaires pour soutenir le processus d'élaboration et d'alignement des PAN, notamment en faisant mieux connaître ce processus aux pays parties touchés, de façon à améliorer l'efficacité de l'assistance financière accordée par le FEM aux activités d'appui;

d) Les pays développés parties et les organismes techniques et financiers, notamment le FEM, sont invités à définir et soutenir des mesures conjointes propres à faciliter l'élaboration et l'alignement des PAN, y compris en prévoyant des incitations à la mise en œuvre de programmes d'action alignés;

e) Les pays développés parties sont invités à soutenir davantage la conclusion d'accords de partenariat avec les pays parties touchés, en particulier dans le cadre de la Convention;

f) Les partenaires de développement et les institutions de la Convention sont invités à accroître leur appui pour faciliter la mise en place de mécanismes propices aux synergies dans les pays parties touchés;

g) Il est demandé aux organes subsidiaires et aux institutions de la Convention de prendre en considération les présentes recommandations dans leurs programmes et plans de travail respectifs à proposer à la Conférence des Parties à sa onzième session, en vue de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise concernant l'objectif opérationnel 2 de la Stratégie.

## Annexe

[Anglais seulement]

### Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 2

#### List of figures

	<i>Page</i>
1. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Global).....	24
2. Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Global) .....	24
3. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Africa).....	27
4. Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Africa) .....	27
5. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Asia).....	28
6. Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Asia) .....	29
7. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Latin America and the Caribbean).....	30
8. Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Latin America and the Caribbean) .....	30

#### List of tables

1. Status of national action programme (NAP) alignment (Global).....	23
2. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Global).....	23
3. Status of national action programme (NAP) alignment (Africa).....	25
4. Status of national action programme (NAP) alignment (Asia) .....	25
5. Status of national action programme (NAP) alignment (Latin America and the Caribbean).....	25
6. Status of national action programme (NAP) alignment (Northern Mediterranean) .....	26
7. Status of national action programme (NAP) alignment (Central and Eastern Europe).....	26
8. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Africa) .....	26
9. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Asia) .....	28
10. Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Latin America and the Caribbean).....	29
11. Number of partnership agreements concluded between developed country Parties and affected country Parties under the framework of the UNCCD .....	31

12.	Support by institution for conclusion of partnership agreements under the framework of the UNCCD.....	31
13.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Global).....	31
14.	Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Global).....	32
15.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Africa).....	33
16.	Type of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Africa) .....	33
17.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Asia) .....	34
18.	Type of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Asia) .....	35
19.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Latin America and the Caribbean).....	36
20.	Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Latin America and the Caribbean).....	36
21.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Northern Mediterranean) .....	37
22.	Type of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Northern Mediterranean).....	38
23.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Central and Eastern Europe).....	38
24.	Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Central and Eastern Europe).....	39
25.	Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Global)	39
26.	Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Africa)	40
27.	Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Asia)...	40
28.	Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Latin America and the Caribbean).....	40
29.	Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Northern Mediterranean) .....	41
30.	Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Central and Eastern Europe).....	41
31.	Number of synergetic instruments implemented in affected country Parties with the technical and/or financial support of developed country Parties .....	41
32.	Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions in affected country Parties supported by developed country Parties .....	42
33.	Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation in developed country Parties .....	42

Table 1  
**Status of national action programme (NAP) alignment (Global)**

Region	NAP adopted or aligned in the reporting period (2010–2011)	NAP adopted but not aligned	NAP not adopted	Alignment or adoption date not or erroneously reported	Planned time to have an aligned NAP	
					2012–2013	2014–2015
Africa	1	20	4	2	19	4
Asia	2	16	1	1	14	4
Latin America and the Caribbean	1	9	0	0	7	2
Northern Mediterranean	0	2	1	0	1	1
Central and Eastern Europe	1	1	1	0	2	0
<b>Global (Total)</b>	<b>5</b>	<b>48</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>43</b>	<b>11</b>

Table 2  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Global)**

Region	NAP formulation and/or alignment supported		Support by institutions				Type of support			
	Yes	No	secretariat	GM <sup>a</sup>	GEF <sup>b</sup>	Bilateral	Multilateral	Technical	Financial	CB <sup>c</sup>
Africa	17	3	5	5	14	0	9	12	18	4
Asia	7	8	2	3	5	1	2	4	6	2
Latin America and the Caribbean	9	0	8	4	3	0	3	7	4	4
Northern Mediterranean	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Central and Eastern Europ	1	3	0	0	1	0	0	0	1	0
<b>Global (total)</b>	<b>34</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>23</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>29</b>	<b>10</b>

<sup>a</sup> Global Mechanism.

<sup>b</sup> Global Environment Facility.

<sup>c</sup> CB= Capacity building.

Figure 1  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Global)**

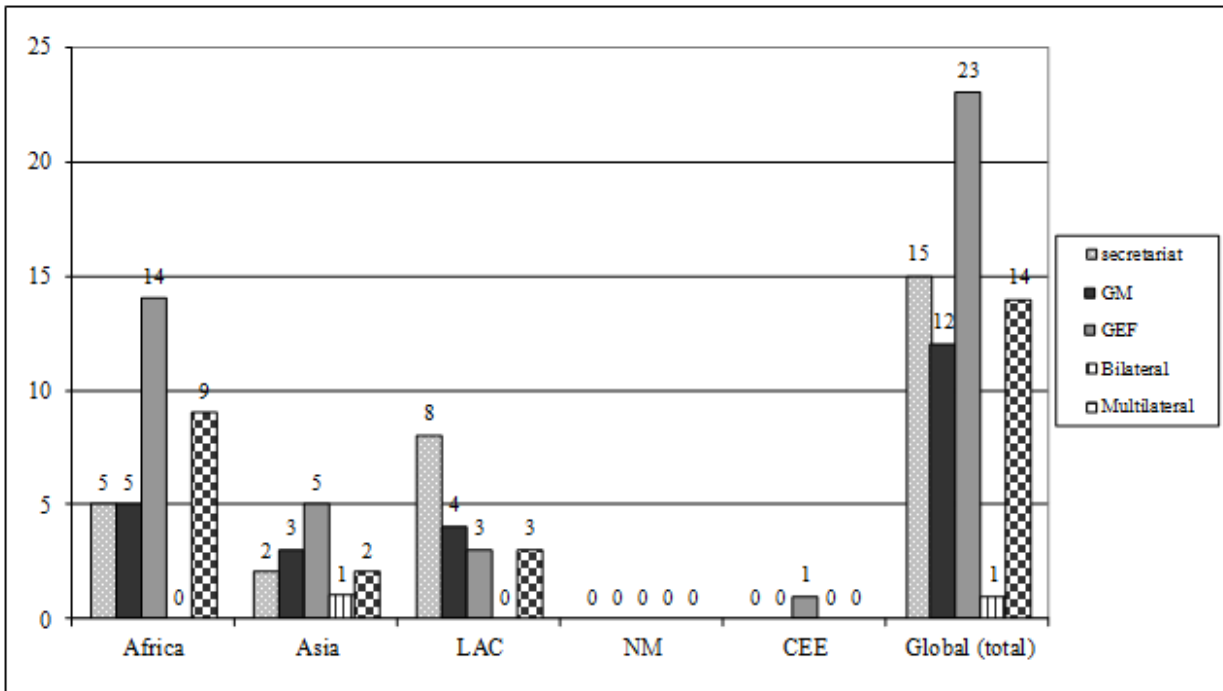


Figure 2  
**Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Global)**

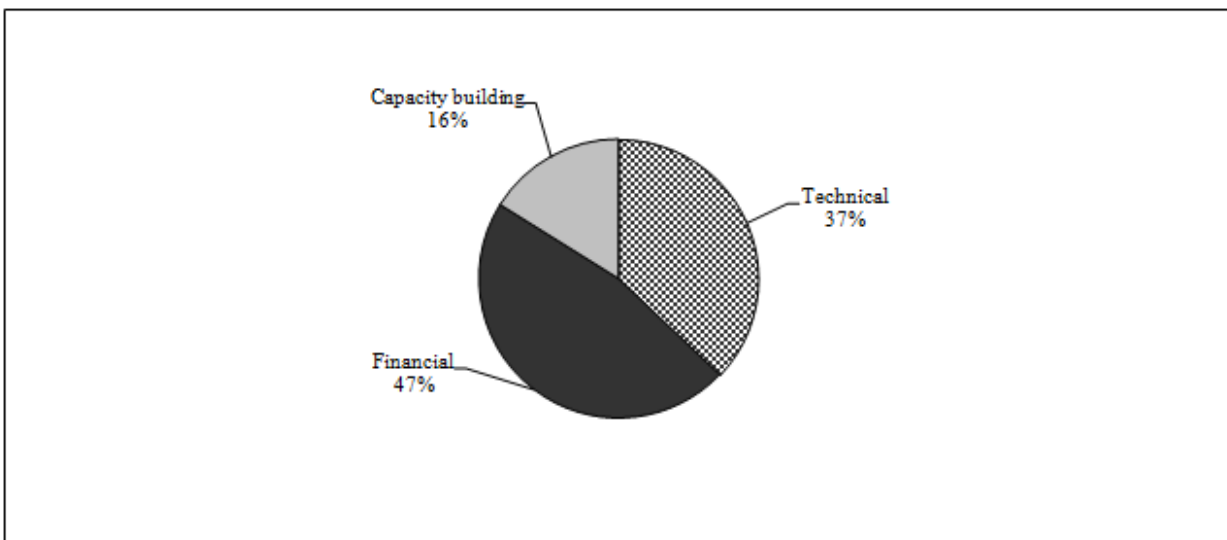




Table 3  
**Status of national action programme (NAP) alignment (Africa)**

Region	NAP adopted or aligned in the reporting period (2010–2011)	NAP adopted but not aligned	NAP not adopted	Alignment or adoption date not or erroneously reported	Planned time to have an aligned NAP	
					2012–2013	2014–2015
Central Africa	0	4	2	0	3	2
Eastern Africa	0	1	0	1	1	0
Northern Africa	1	3	0	0	3	0
Southern Africa	0	5	0	1	4	1
Western Africa	0	7	2	0	8	1
<b>Africa (Total)</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>4</b>

Table 4  
**Status of national action programme (NAP) alignment (Asia)**

Region	NAP adopted or aligned in the reporting period (2010–2011)	NAP adopted but not aligned	NAP not adopted	Alignment or adoption date not or erroneously reported	Planned time to have an aligned NAP	
					2012–2013	2014–2015
Central Asia	0	4	0	0	4	0
East Asia	0	1	0	1	1	0
Pacific	0	1	1	0	2	0
South Asia	1	4	0	0	3	1
South-East Asia	1	2	0	0	2	0
West Asia	0	4	0	0	2	3
<b>Asia (Total)</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>4</b>

Table 5  
**Status of national action programme (NAP) alignment (Latin America and the Caribbean)**

Region	NAP adopted or aligned in the reporting period (2010–2011)	NAP adopted but not aligned	NAP not adopted	Alignment or adoption date not or erroneously reported	Planned time to have an aligned NAP	
					2012–2013	2012–2013
Andean	1	2	0	0	2	0
Caribbean	0	1	0	0	0	1
Mesoamerica	0	3	0	0	3	0
South Cone	0	3	0	0	2	1
<b>Latin America and the Caribbean (Total)</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>2</b>

Table 6  
Status of national action programme (NAP) alignment (Northern Mediterranean)

Region	NAP adopted or aligned in the reporting period (2010–2011)	NAP adopted but not aligned	NAP not adopted	Alignment or adoption date not or erroneously reported	Planned time to have an aligned NAP	
					2012–2013	2014–2015
<b>Northern Mediterranean (total)</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Table 7  
Status of national action programme (NAP) alignment (Central and Eastern Europe)

Region	NAP adopted or aligned in the reporting period (2010–2011)	NAP adopted but not aligned	NAP not adopted	Alignment or adoption date not or erroneously reported	Planned time to have an aligned NAP	
					2012–2013	2014–2015
<b>Central and Eastern Europe (Total)</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

Table 8  
Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Africa)

Subregion	NAP formulation and/or alignment supported		Support by institutions				Type of support			
	Yes	No	secretariat	GM <sup>a</sup>	GEF <sup>b</sup>	Bilateral	Multilateral	Technical	Financial	CB <sup>c</sup>
Central Africa	3	1	2	0	3	0	2	3	4	2
Eastern Africa	2	0	0	1	1	0	0	1	1	0
Northern Africa	2	0	0	1	1	0	2	1	3	0
Southern Africa	4	1	1	0	4	0	2	3	4	1
Western Africa	6	1	2	3	5	0	3	4	6	1
<b>Africa (total)</b>	<b>17</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>18</b>	<b>4</b>

<sup>a</sup> Global Mechanism.

<sup>b</sup> Global Environment Facility.

<sup>c</sup> CB= Capacity building.

Figure 3  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Africa)**

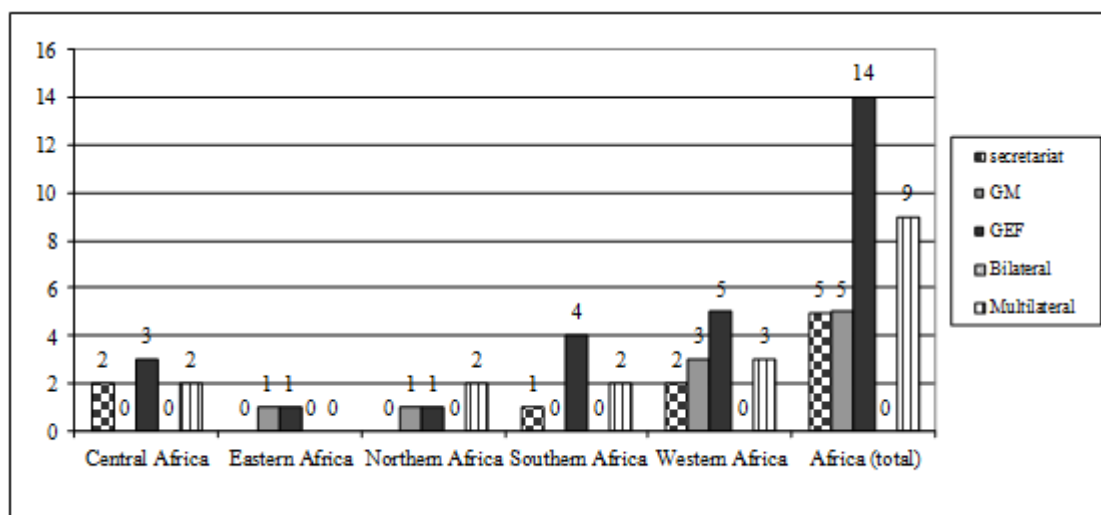


Figure 4  
**Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Africa)**

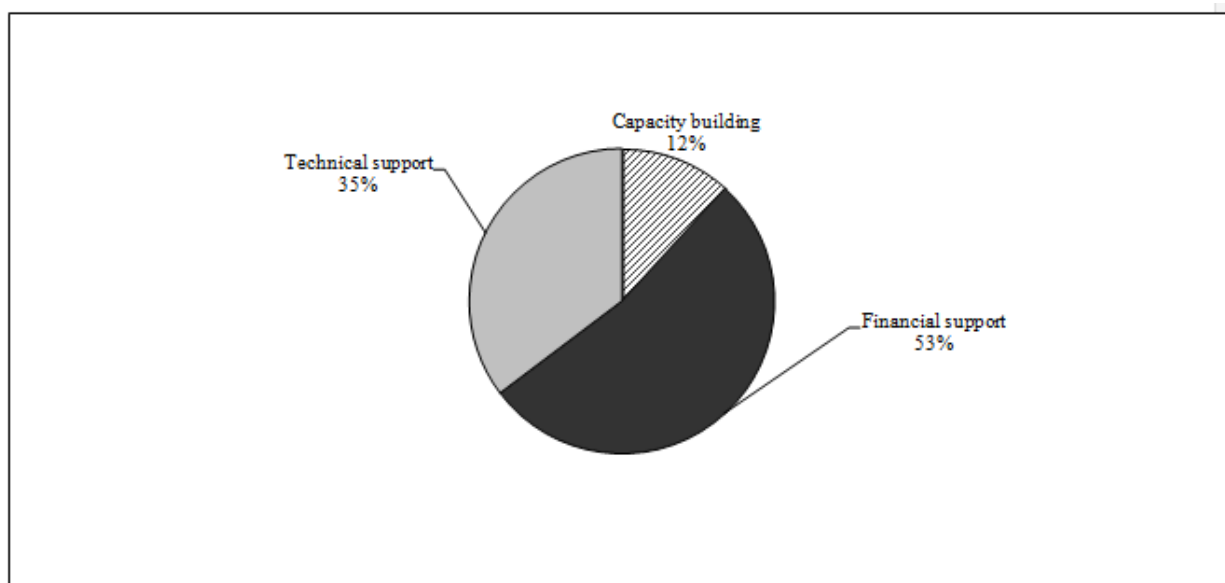


Table 9  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Asia)**

Subregion	NAP formulation and/or alignment supported		Support by institutions					Type of support		
	Yes	No	secretariat	GM <sup>a</sup>	GEF <sup>b</sup>	Bilateral	Multilateral	Technical	Financial	CB <sup>c</sup>
Central Asia	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1
East Asia	1	1	0	0	0	1	0	1	0	0
Pacific	1	1	1	0	0	0	1	0	1	1
South Asia	4	1	0	2	4	0	0	2	4	0
South-East Asia	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
West Asia	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Asia (Total)</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>2</b>

<sup>a</sup> Global Mechanism.

<sup>b</sup> Global Environment Facility.

<sup>c</sup> CB= Capacity building.

Figure 5  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Asia)**

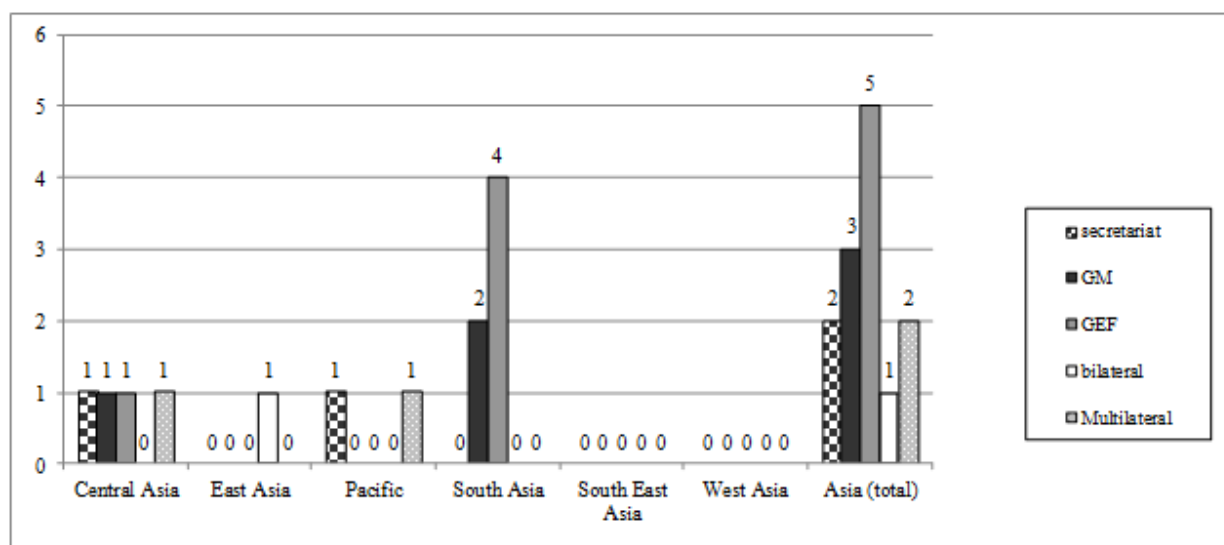


Figure 6  
**Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Asia)**

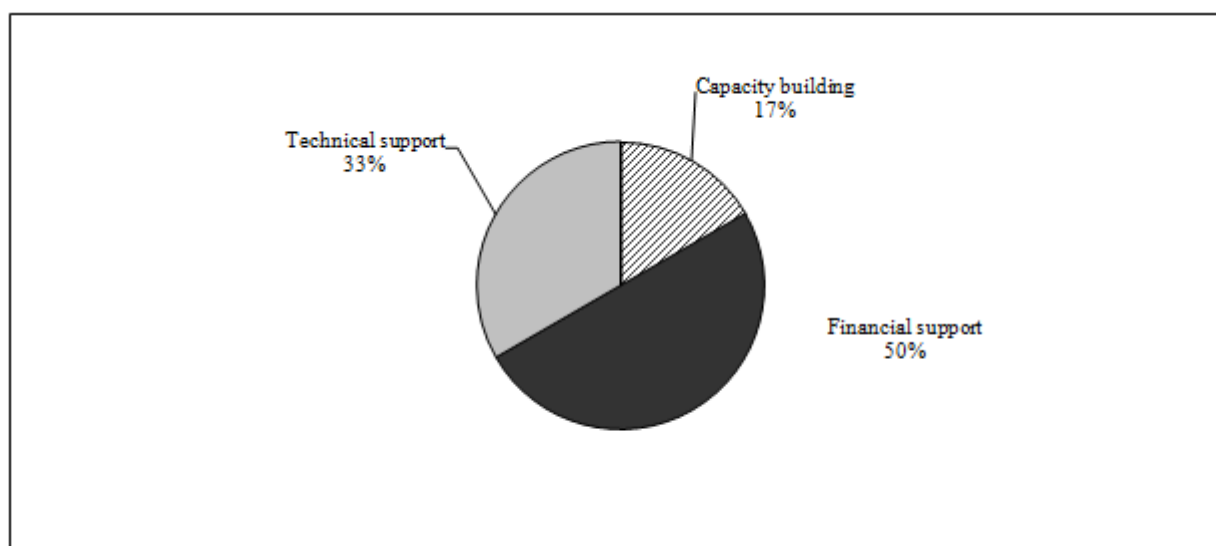


Table 10  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Latin America and the Caribbean)**

Subregion	NAP formulation and/or alignment supported		Support by institutions					Type of support		
	Yes	No	secretariat	GM <sup>a</sup>	GEF <sup>b</sup>	Bilateral	Multilateral	Technical	Financial	CB <sup>c</sup>
Andean	2	0	2	0	1	0	1	2	2	2
Caribbean	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Mesoamerica	3	0	3	2	1	0	0	3	1	1
South Cone	3	0	2	2	1	0	2	2	1	0
<b>Latin America and the Caribbean (Total)</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

<sup>a</sup> Global Mechanism.

<sup>b</sup> Global Environment Facility.

<sup>c</sup> CB= Capacity building.

Figure 7  
**Support for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) by institution (Latin America and the Caribbean)**

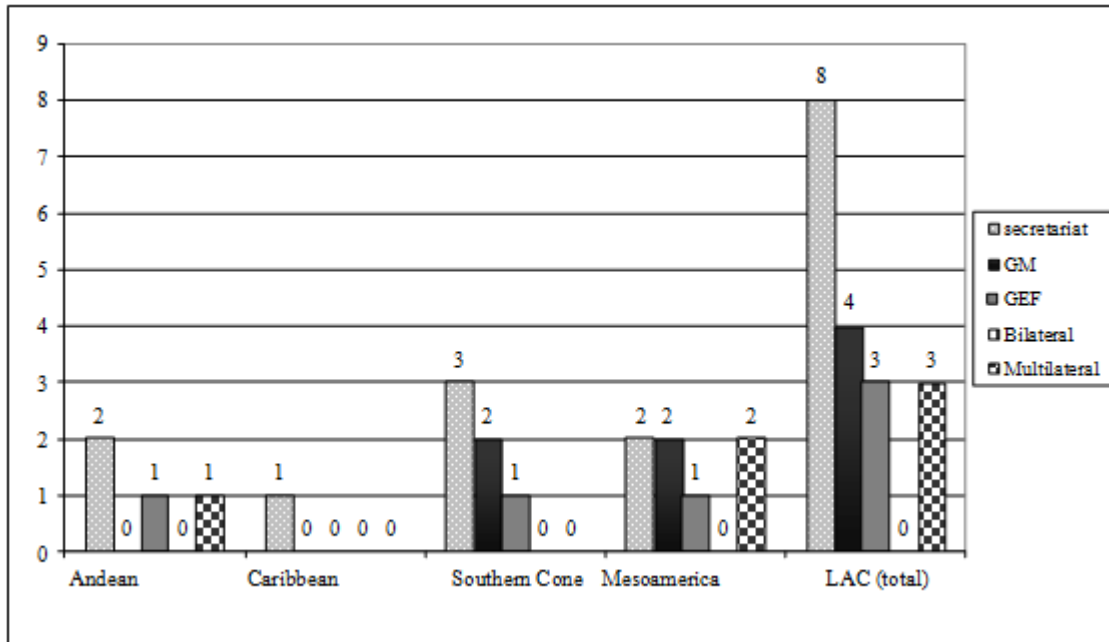


Figure 8  
**Type of support provided for formulation and/or alignment of the national action programme (NAP) (Latin America and the Caribbean)**

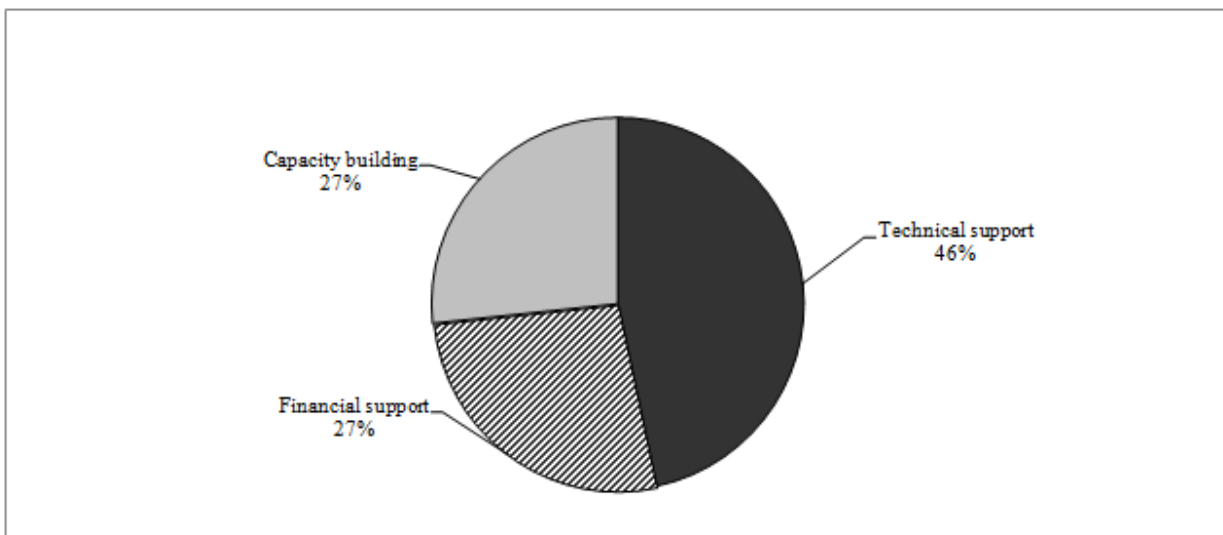


Table 11

**Number of partnership agreements concluded between developed country Parties and affected country Parties under the framework of the UNCCD**

	<i>Partnership agreement relating to integrated investment frameworks established within the IFS devised by the GM</i>		<i>Partnership agreement relating to integrated investment frameworks established within other integrated financing strategies</i>		<i>Partnership agreement not relating to integrated investment frameworks</i>	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
<b>Developed country Parties (Total)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>9</b>	<b>8</b>

Table 12

**Support by institution for conclusion of partnership agreements under the framework of the UNCCD**

<i>Institution</i>				
Secretariat	Global Mechanism	Global Environment Facility	Other	No support
2	1	0	1	3

Table 13

**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Global)**

<i>Region</i>	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	Yes	No	Yes, but for only two of the Rio conventions	Yes	No	Yes, but for only two of the Rio conventions
Africa	20	5	1	17	9	0
Asia	9	11	0	12	7	0
Latin America and the Caribbean	5	3	3	7	2	2
Northern Mediterranean	3	1	0	3	1	0
Central and Eastern Europe	3	1	0	2	2	0
<b>Global (Total)</b>	<b>40</b>	<b>21</b>	<b>4</b>	<b>41</b>	<b>21</b>	<b>2</b>

Table 14  
**Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Global)**

<i>Type</i>	<i>Region</i>					<i>Global (total)</i>
	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>LAC<sup>a</sup></i>	<i>NM<sup>b</sup></i>	<i>CEE<sup>c</sup></i>	
<b>Joint planning/programming initiatives for the three Rio conventions</b>						
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies	10	9	4	2	3	<b>28</b>
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation	11	4	7	2	2	<b>26</b>
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation	13	8	7	2	2	<b>32</b>
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders	12	8	5	2	2	<b>29</b>
Other	9	4	3	2	0	<b>18</b>
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>						
Regular meetings between focal points and focal point teams	13	6	6	2	1	<b>28</b>
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	14	7	1	0	2	<b>24</b>
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	9	6	2	1	0	<b>18</b>
Other	7	5	7	3	0	<b>22</b>

<sup>a</sup> Latin America and the Caribbean.

<sup>b</sup> Northern Mediterranean.

<sup>c</sup> Central and Eastern Europe.



Table 15  
**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Africa)**

<i>Subregion</i>	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Yes, but for only two of the Rio conventions</b>	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Yes, but for only two of the Rio conventions</b>
Central Africa	5	1	0	2	4	0
Eastern Africa	2	0	0	2	0	0
Northern Africa	2	0	1	3	0	0
Southern Africa	4	2	0	5	1	0
Western Africa	7	2	0	5	4	0
<b>Africa (Total)</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>0</b>

Table 16  
**Type of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Africa)**

<i>Type</i>	<i>Subregion</i>					<i>Africa (total)</i>	
	<b>Central Africa</b>	<b>Eastern Africa</b>	<b>Northern Africa</b>	<b>Southern Africa</b>	<b>Western Africa</b>		
<b>Joint planning/programming initiatives for three Rio conventions</b>							
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies		2	2	1	2	3	<b>10</b>
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation		2	2	1	3	3	<b>11</b>
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation		3	2	2	3	3	<b>13</b>
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders		5	1	1	2	3	<b>12</b>
Other		2	0	2	2	3	<b>9</b>

<i>Type</i>	<i>Subregion</i>					<i>Africa (total)</i>
	<b>Central Africa</b>	<b>Eastern Africa</b>	<b>Northern Africa</b>	<b>Southern Africa</b>	<b>Western Africa</b>	
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>						
Regular meetings between focal points and focal point teams	1	2	3	5	2	<b>13</b>
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	1	1	3	5	4	<b>14</b>
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	1	0	2	3	3	<b>9</b>
Other	2	1	0	1	3	<b>7</b>

Table 17

**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Asia)**

<i>Subregion</i>	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Yes, but for only two of the Rio conventions</b>	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Yes, but for only two of the Rio conventions</b>
Central Asia	2	2	0	2	2	0
East Asia	0	2	0	2	0	0
Pacific	2	0	0	2	0	0
South Asia	1	3	0	1	3	0
South-East Asia	2	1	0	2	0	0
West Asia	2	3	0	3	2	0
<b>Asia (Total)</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>0</b>

Table 18

**Type of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Asia)**

<i>Type</i>	<i>Subregion</i>						<i>Asia (total)</i>
	<b>Central Asia</b>	<b>East Asia</b>	<b>Pacific</b>	<b>South Asia</b>	<b>South-East Asia</b>	<b>West Asia</b>	
<b>Joint planning/programming initiatives for the three Rio conventions</b>							
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies	3	0	2	1	1	2	<b>9</b>
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation	1	0	1	1	0	1	<b>4</b>
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation	3	0	1	1	1	2	<b>8</b>
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders	3	0	2	1	1	1	<b>8</b>
Other	1	0	0	1	1	1	<b>4</b>
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>							
Regular meetings between focal points and focal point teams	1	0	2	0	0	3	<b>6</b>
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	1	0	1	1	1	3	<b>7</b>
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	1	0	1	1	1	2	<b>6</b>
Other	1	2	0	1	1	0	<b>5</b>

Table 19  
**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Latin America and the Caribbean)**

<i>Subregion</i>	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Yes, but for only two of the Rio conventions</b>	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Yes, but for only two of the Rio conventions</b>
Andean	1	1	1	1	1	1
Caribbean	1	0	1	1	0	1
Mesoamerica	0	2	1	2	1	0
South Cone	3	0	0	3	0	0
<b>Latin America and the Caribbean (Total)</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

Table 20  
**Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Latin America and the Caribbean)**

<i>Type</i>	<i>Subregion</i>				<i>Latin America and the Caribbean (total)</i>	
	<b>Andean</b>	<b>Caribbean</b>	<b>Mesoamerica</b>	<b>South Cone</b>		
<b>Joint planning/programming initiatives for three Rio conventions</b>						
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies		1	0	1	2	<b>4</b>
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation		2	1	1	3	<b>7</b>
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation		1	2	1	3	<b>7</b>
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders		1	2	0	2	<b>5</b>
Other		1	0	0	2	<b>3</b>

<i>Type</i>	<i>Subregion</i>				<i>Latin America and the Caribbean (total)</i>
	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>					
Regular meetings between focal points and focal point teams	0	2	1	3	6
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	0	0	0	1	1
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	1	0	0	1	2
Other	1	1	2	3	7

Table 21

**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Northern Mediterranean)**

	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>Yes, but for only two of the Rio conventions</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>Yes, but for only two of the Rio conventions</i>
<b>Northern Mediterranean (Total)</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

Table 22  
**Type of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Northern Mediterranean)**

<i>Type</i>	<i>Northern Mediterranean (total)</i>
<b>Joint planning/programming initiatives for the three Rio conventions</b>	
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies	2
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation	2
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation	2
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders	2
Other	2
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>	
Regular meetings between focal points and focal point teams	2
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	0
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	1
Other	3

Table 23  
**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Central and Eastern Europe)**

	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	Yes	No	Yes, but for only two of the Rio conventions	Yes	No	Yes, but for only two of the Rio conventions
<b>Central and Eastern Europe (Total)</b>	3	1	0	2	2	0

Table 24  
**Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation (Central and Eastern Europe)**

<i>Type</i>	<i>CEE (total)</i>
<b>Joint planning/programming initiatives for the three Rio conventions</b>	
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies	<b>3</b>
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation	<b>2</b>
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation	<b>2</b>
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders	<b>2</b>
Other	<b>0</b>
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>	
Regular meetings between focal points and focal point teams	<b>1</b>
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	<b>2</b>
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	<b>0</b>
Other	<b>0</b>

Table 25  
**Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Global)**

<i>Region</i>	<i>Synergetic planning/programming supported</i>		<i>Institution</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>UNCCD</b>	<b>CBD</b>	<b>UNFCCC</b>
Africa	17	8	16	13	13
Asia	11	9	10	6	6
Latin America and the Caribbean	8	3	8	5	6
Northern Mediterranean	1	3	1	1	1
Central and Eastern Europe	1	3	1	1	1
<b>Global (Total)</b>	<b>38</b>	<b>26</b>	<b>36</b>	<b>26</b>	<b>27</b>

Table 26  
**Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Africa)**

<i>Region</i>	<i>Synergetic planning/programming supported</i>		<i>Institution</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>UNCCD</b>	<b>CBD</b>	<b>UNFCCC</b>
Central Africa	3	2	2	2	3
Eastern Africa	2	0	2	1	2
Northern Africa	0	3	-	-	-
Southern Africa	5	1	5	5	5
Western Africa	7	2	7	5	5
<b>Africa (Total)</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>13</b>

Table 27  
**Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Asia)**

<i>Region</i>	<i>Synergetic planning/programming supported</i>		<i>Institution</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>UNCCD</b>	<b>CBD</b>	<b>UNFCCC</b>
Central Asia	2	2	2	2	2
East Asia	2	0	2	0	0
Pacific	2	0	2	2	2
South Asia	0	4	-	-	-
South-East Asia	2	1	2	2	2
West Asia	3	2	2	0	0
<b>Asia (Total)</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

Table 28  
**Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Latin America and the Caribbean)**

<i>Region</i>	<i>Synergetic planning/programming supported</i>		<i>Institution</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>UNCCD</b>	<b>CBD</b>	<b>UNFCCC</b>
Andean	3	0	3	2	2
Caribbean	2	0	2	0	1
Mesoamerica	1	2	1	1	1
South Cone	2	1	2	2	2
<b>Latin America and the Caribbean (Total)</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>6</b>



Table 29

**Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Northern Mediterranean)**

<i>Region</i>	<i>Synergetic planning/programming supported</i>		<i>Institution</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>UNCCD</b>	<b>CBD</b>	<b>UNFCCC</b>
<b>Northern Mediterranean (total)</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Table 30

**Support for synergetic planning/programming by the institutions of the Rio conventions (Central and Eastern Europe)**

<i>Region</i>	<i>Synergetic planning/programming supported</i>		<i>Institution</i>		
	<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>UNCCD</b>	<b>CBD</b>	<b>UNFCCC</b>
<b>Central and Eastern Europe (Total)</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Table 31

**Number of synergetic instruments implemented in affected country Parties with the technical and/or financial support of developed country Parties**

	<i>Joint planning/programming initiatives</i>		<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>	
	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
<b>Developed country Parties (Total)</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>22</b>	<b>20</b>

Table 32  
**Types of initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions in affected country Parties supported by developed country Parties**

<i>Type</i>	<i>Total</i>
<b>Joint planning/programming initiatives for the three Rio conventions</b>	
Evaluation of national plans and identification of gaps in synergies	2
Identification of national sectors and policies that could benefit from synergies and cooperation	3
Review of existing national plans and policies to enhance cooperation	4
Enhancement of the institutional and scientific capacities and awareness of relevant stakeholders	5
<b>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</b>	
Regular meetings between focal points and focal point teams	1
Establishment of a national coordinating committee for implementation of the three Rio conventions	0
Establishment of national collaborative processes on synergies in reporting under the Rio conventions	1

Table 33  
**Initiatives for synergetic planning/programming of the three Rio conventions or mechanisms for joint implementation in developed country Parties**

	<i>Joint planning/programming initiatives for Rio conventions</i>			<i>Operational mechanisms for joint implementation or mutual reinforcement</i>		
	Yes	No	Yes, but for only two of the Rio conventions	Yes	No	Yes, but for only two of the Rio conventions
<b>Developed country Parties (Total)</b>	5	3	0	3	4	0